

Unis, ce qui démontre qu'en dépit d'un tarif élevé, la république voisine est notre marché naturel. Le tarif précédent avait fait tort à ce commerce, mais le tarif McKinley l'a presque ruiné. Je ne suis pas un commerçant de chevaux et ce n'est pas mon opinion personnelle que j'exprime ici ce soir, mais l'opinion des gens du métier qui connaissent leur affaire et savent quel est le meilleur marché. Je vais citer l'opinion de quelques commerçants de chevaux. M. Isaac Rattenbury, de Clinton, dit :

Il y a eu une baisse dans les prix de \$25 par tête au moins, et cela depuis un mois ou six semaines depuis que le bill McKinley menace ce commerce.

Voici l'opinion d'un autre gros commerçant de chevaux du comté de Huron, A. M. Polley :

Le bill McKinley a porté un coup fatal au commerce de chevaux. Le nouveau tarif a complètement paralysé ce commerce. Je n'ai rien fait et je ne puis rien faire avant que les cultivateurs soient convaincus qu'il leur faut vendre leurs chevaux une vingtaine de piastres de moins qu'avant.

Je citerai encore l'opinion d'un conservateur très respectable qui est un commerçant de chevaux de grande expérience, M. John McMann, qui dit :

Chaque année on a expédié de cette section du pays environ 1,300 chevaux qui rapportaient en moyenne de \$150 à \$160 chacun. Aujourd'hui ces chevaux ne rapporteraient pas plus que \$125 ou \$130 chacun. Ces 1,300 chevaux au lieu de rapporter aux cultivateurs, aux prix d'autrefois, environ \$195,000, ne rapportent plus, aux prix actuels, qu'\$162,500, ou \$32,500 de moins.

En présence de faits comme ceux-là, rapportés par des hommes qui s'y entendent, peut-on prétendre que la politique nationale a donné la prospérité aux cultivateurs et leur a permis de faire assez d'argent pour élever leurs familles dans l'aisance ? Cela ne prouve-t-il pas que la politique nationale a été préjudiciable aux cultivateurs en ruinant le commerce de chevaux ?

Passons maintenant à la laine. L'honorable député d'Albert dit qu'il se rappelle le temps où l'on tondait les moutons dans le Nouveau-Brunswick, voulait dire par là, qu'aujourd'hui cela ne vaut pas la peine de tondre les moutons. Avant l'adoption de la politique nationale cela valait la peine, car les cultivateurs retiraient de 34 à 40 cents pour la laine, pendant que l'an dernier ils n'obtenaient que 20 ou 22 cents. On se rappelle avec quelle éloquence les conservateurs en 1877-78 disaient aux cultivateurs : " Vous êtes fous d'appuyer le parti libéral, car vous n'obtenez que 34 cents pour votre laine, pendant qu'avec la politique nationale que nous voulons introduire, toute votre laine serait fabriquée à vos portes et le prix en augmenterait d'au moins un tiers." Les cultivateurs toujours désireux de faire de l'argent ont ajouté foi à ces paroles et aujourd'hui ils s'en repentent. Au lieu d'avoir pris plus de valeur sous la politique nationale, la laine se vend aujourd'hui la moitié de ce qu'elle se vendait alors. On voit par là que la politique nationale est une arme à deux tranchants. Elle fait tort aux cultivateurs en les empêchant de vendre leurs produits aussi cher et elle leur fait tort en les obligeant à payer plus cher pour les articles qu'ils achètent.

M. AMYOT : Alors ils s'en vont aux Etats-Unis.

M. MACDONALD (Huron) : Pourquoi resteraient-ils au Canada ? Une autre objection à la politique nationale, c'est qu'elle a été une des principales causes de la dépréciation des valeurs dans ce pays. On va peut-être prétendre qu'en abordant cette question je décrie le Canada. Je possède sur

M. MACDONALD (Huron).

ce sujet des faits que j'ai recueillis moi-même et non de simples hypothèses. Je connais les prix auxquels certaines fermes ont été vendues il y a quelques années et les prix qu'elles ont rapportés il y a un an ou deux et comme je vais citer ces prix les honorables députés pourront se former une idée de la dépréciation dans la valeur des fermes dans mon voisinage. Lorsque je dis mon voisinage, j'en parle avec fierté. Je suis convaincu que le comté que je représente est un des plus beaux de la confédération. C'est le jardin du Canada ; et quand je vois que les cultivateurs de ce beau comté, eux-mêmes, ne parviennent pas à joindre les deux bouts, qu'il ne leur reste pas cinq cents de bénéfice à la fin de l'année, je me dis qu'il y a quelque chose qui va mal dans la politique du gouvernement. Lorsque les industriels cultivateurs de cette partie du pays, avec l'énergie et l'esprit d'entreprise qu'ils déploient tous les jours, avec l'adresse et le talent dont ils font preuve dans l'administration de leurs affaires, se voient reculer d'année en année, ils se découragent et s'en vont à l'étranger.

N'est-ce pas ce qui a lieu ? Oui. J'ai connu des cultivateurs de cette partie du pays qui ont émigré, comme tous les honorables députés en ont connus ailleurs. Il est inutile de vouloir cacher ces faits au public. Il vaut mieux dire au peuple que le Canada traverse une crise et mettant de côté la politique et l'esprit de parti, nous devrions nous unir et chercher ensemble un moyen de faire sortir les cultivateurs de cet état de gêne où ils se trouvent, et ramener la prospérité parmi eux. L'honorable député d'Albert (M. Weldon) nous a dit l'autre soir que la propriété ne diminuait pas de valeur ; il a pris un livre bleu et nous a cité le témoignage de M. Blue, le sous-ministre de l'Agriculture d'Ontario, qui, en 1882—je crois—a évalué la valeur des terres d'Ontario à \$632,000,000, et à \$640,000,000 en 1888. Cela est vrai, mais le rapport de 1889 fait voir que la valeur totale des terres d'Ontario, en 1889, n'était que de \$12,000 de plus que huit ans auparavant. Pensez-vous que les 300,000 hommes qui ont travaillé jour par jour, allant à l'ouvrage de bonne heure le matin et en revenant tard le soir, dépensant leur énergie et leur habileté à améliorer et agrandir leur propriétés pendant huit longues années, n'ont pas augmenté la valeur de ces terres de plus de \$12,000 pendant tout ce temps ? Passons maintenant au district de la rivière La Pluie ; quelques colons sont allés là, ont fait de grand défrichement et ont augmenté l'étendue des terres en culture. Allons dans le comté de Muskoka et d'Algoma, et nous voyons des gens qui se sont aventurés jusque là et qui ont établi des fermes et cultivé la terre de toutes manières depuis 1882. Y a-t-il un homme raisonnable qui puisse prétendre que toute cette énergie, que tout ce talent, toute cette persévérance n'ont augmenté la valeur des terres dans Ontario de \$12,000 seulement ? Si la valeur des terres était de \$632,000,000 en 1882, et si l'on tient compte de toutes les améliorations, de toutes les dépenses faites sur ces terres depuis, on constate que la valeur en est diminuée de près de \$100,000,000, de 1882 à 1889. Si la valeur des terres a augmenté de \$100,000,000 alors les fermes d'Ontario ont diminué en valeur d'autant, et en passant à d'autres mains chaque ferme perd en valeur une somme en proportion de ce qu'elle représente dans ces \$632,000,000. On dira peut-être que si le cultivateur reste en possession de sa ferme, c'est son